

Investissements Directs Étrangers : l'attractivité du Maroc pour les entreprises étrangères

Amélie CATHIER ¹

Introduction

Depuis le XXème siècle, le processus de mondialisation des échanges, que ce soit des échanges de technologies, de capitaux ou de marchandises, n'ont cessé de se développer. Ces changements ont permis l'accroissement des Investissements Directs Étrangers (IDE), en particulier de ceux dirigés des pays industrialisés vers les pays en développement, établissant ainsi une relation Nord-Sud. Cependant, cela a augmenté la concurrence entre les pays bénéficiaires afin d'attirer le plus d'IDE sur leurs territoires et de permettre un développement économique et social, d'autant plus que les entreprises n'ont eu de cesse d'augmenter leurs exigences.

Selon le Ministère des Finances Français, « Les investissements directs à l'étranger (IDE) désignent les investissements par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie étrangère. »

Une grande variété de facteurs peuvent pousser les firmes internationales à investir ou non dans un pays. Afin de tirer le plus d'avantages des Investissements Directs Étrangers, le Maroc a mis en place des mesures afin de se rendre le plus attractif possible. Ainsi, le Royaume a ouvert le pays à des perspectives de créations d'emplois, de transferts technologiques et d'ouvertures sur les marchés internationaux. Cela a permis au Maroc de devenir l'un des pays récepteurs d'IDE les plus importants du Maghreb, voire du monde arabe. On retrouve aujourd'hui en tête des secteurs des investisseurs étrangers l'industrie, le tourisme et le textile, même si depuis quelques années de nouveaux secteurs se développent tels que l'énergie renouvelable et l'industrie aéronautique. Toutefois, on remarque aujourd'hui que le niveau des IDE reste modeste et pourrait, s'il se développe davantage, apporter une contribution plus forte au décollage économique du Maroc.

I. Les raisons de l'attractivité du Maroc pour l'implantation d'entreprises étrangères

Les réformes

Depuis le début des années 1990, le Maroc a mis en place des réformes afin de tirer un maximum profit du développement de l'économie mondiale et de permettre ainsi l'ouverture de l'économie nationale.

La première des réformes a été l'abrogation de la *Loi sur la Marocanisation* en 1993, mettant fin à la discrimination envers les investisseurs étrangers et permettant la libéralisation de nombreux secteurs. Par la suite, l'adoption de la charte des investissements de 1995 suivi de sa mise en vigueur en janvier 1996 a permis aux personnes physiques ou morales de nationalité étrangère, de bénéficier d'une entière liberté pour le transfert des bénéfices nets d'impôts sans limitation de montant ni de durée ainsi qu'une nette simplification des procédures administratives.

Diverses réformes ont suivi comme celle du marché financier et du secteur bancaire ou encore la révision sur les privatisations. De plus, en 2002, le Maroc a créé des Centres Régionaux d'Investissements (CRI) suivi en 2009 par la création de l'Agence Marocaine pour le Développement des Investissements (AMDI). Ces établissements ont permis une simplification des procédures liées à l'investissement.

A l'international, la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne en 1996 a apporté l'accélération des flux d'Investissements Directs Étrangers.

Les investissements Directs Étrangers au Maroc en chiffres

Les flux d'Investissements Directs Étrangers à destination du Maroc ont progressé en 2014 et 2015, dépassant les 3 milliards USD, atteignant ainsi la somme de 3,56 milliards de dollars en 2014. Les flux ont néanmoins baissé de 29% en 2016 par rapport à l'année précédente, s'élevant à 2,32 milliards USD. Cependant, les stocks d'Investissements Directs Étrangers sont passés de 46,6% du PIB en 2014 à 52,9% du PIB marocain en 2016.

D'autre part, parmi les pays investisseurs, on retrouve en tête en 2016 des flux d'IDE la France (22%), les Émirats Arabes Unis (15,2%) et l'Arabie Saoudite et l'Espagne. En 2016, selon les données de l'office des changes marocain et celles de la CNUCED, les flux d'IDE se sont concentrés essentiellement dans les secteur de l'immobilier (50,8%), suivi du commerce (18,4%) et de la finance (8,4%).

Les avantages et les inconvénients pour les investisseurs étrangers

Afin d'attirer les Investissements Directs Étrangers, le gouvernement marocain a décidé de développer ses infrastructures. Tout d'abord, les infrastructures routières et ferroviaires se sont nettement amélioré grâce entre autre à l'autoroute Tanger - Casablanca - Marrakech ou encore grâce au projet de ligne à grande vitesse reliant le Maroc à l'Algérie et à la Tunisie.

Ensuite, le Maroc compte pas moins de 18 aéroports internationaux, dont le plus grand est situé à Casablanca. De plus, le pays a réussi à valoriser sa position géographique stratégique grâce à la construction de grandes infrastructures portuaires telles que le port de Tanger Med, situé à seulement 14 kilomètres des côtes Espagnoles. Le port, dont le premier terminal a été inauguré en 2007, a permis au Maroc d'améliorer fortement sa connectivité maritime, passant de la 84e à la 16e position des ports internationaux. Enfin, dans son ambition écologique, le pays a développé le plus grand parc éolien d'Afrique comptant 131 éoliennes et capable d'éclairer une ville d'environ 1,5 millions d'habitants. Ce dernier a été créé à Tarfaya, dans le sud-ouest du Maroc.

Pour résumer, les atouts du Maroc pour l'attraction des Investissements Directs Étrangers se distinguent en six grands points. Le premier est le cadre juridique et les mesures qui l'accompagnent très favorables aux investisseurs étrangers. De plus, le pays possède un salaire minimal relativement faible qui s'élève à 265\$ ce qui attire les investisseurs qui cherchent à baisser leurs coûts salariaux. Le troisième atout repose sur la position stratégique du pays, situé aux portes de l'Europe avec un accès à la Méditerranée et à l'Atlantique. Également, le Maroc représente l'ouverture vers l'Afrique, notamment grâce à sa situation géographique et aussi grâce aux quelques 500 partenariats que le pays possède avec d'autres pays Africains. D'autre part, un des avantages que le Maroc pourrait utiliser pour attirer les investisseurs est sa population jeune et bien formée. Enfin, le pays dispose de zones franches, notamment à Tanger et Kénitra, qui peuvent permettre aux investisseurs de bénéficier d'exemptions fiscales et douanières.

Cependant, il est nécessaire de relever les faiblesses du Maroc. Il s'agit d'un pays encore trop dépendant de sa production agricole et dont la vulnérabilité aux prix des hydrocarbures est forte. Également, la bureaucratie est un frein à la prise de décisions et de réformes rapides et efficaces. Enfin, le manque de transparence dans les marchés publics reste beaucoup trop présent malgré les efforts mis en place par le gouvernement.

II. Les Investissements Directs à l'Étranger : le cas de la France au Maroc

Selon l'Office des Changes du Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc, en 2015, les Investissements Directs Étrangers français au Maroc se sont concentrés dans trois secteurs en particulier. La plus grande marge d'investissements a été dans le secteur de l'industrie avec 41,4%, suivie par le secteur de l'immobilier avec 29,5% et enfin dans les activités financières avec 8,6% des investissements. D'autres secteurs suivent de près tels que l'énergie et l'eau, le commerce et l'hôtellerie.

Afin de comprendre les investissements réalisés par des entreprises françaises, nous allons étudier le cas de grandes entreprises du secteur de l'énergie, de l'industrie automobile et de l'immobilier.

Total

L'entreprise Total est l'un des groupes pétroliers et gaziers les plus importants au monde. Le groupe est présent dans plus de 130 pays et collabore avec près de 100 000 personnes à travers le monde. D'abord nommée « Compagnie Marocaine des Carburants » à sa création en 1927 puis renommée « Total CMC », l'entreprise Total Maroc est aujourd'hui connue sous l'appellation Total Maroc. L'entreprise est le 3^e distributeur pétrolier au Maroc avec 16% de part de marché. Total Maroc commercialise 1,2 millions de tonnes de produits pétroliers chaque année et compte plus de 280 stations-service à travers tout le pays, dont huit autoroutières. De plus, la filiale marocaine du groupe emploie près de 500 personnes. En 2015, l'entreprise a été introduite à la bourse de Casablanca et cette introduction de 15% de son capital a été un véritable succès. Forte de sa présence depuis 90 ans sur le territoire Marocain, l'entreprise s'est exprimé sur son site internet en déclarant que « *Historiquement reconnue pour la qualité de ses produits et services, elle est également engagée d'un point de vue social et sociétal (éducation, sécurité routière, actions de solidarité, culture, santé, ...)* »

avec pour mission d'accompagner tous les Marocains dans leur mobilité et leur accès à l'énergie »². Total Maroc n'hésite pas à mettre en avant le rôle qu'elle souhaite jouer dans la société, la qualité de ses produits et services ainsi que son engagement environnemental.

Renault

Selon l'étude de marché de Flander Investment & Trade « *le Maroc est devenu le deuxième producteur de véhicules en Afrique après l'Afrique du Sud, avec une part de marché de 35% en 2014 contre 5% en 2003* »³.

L'entreprise française Renault a bien compris les avantages que le Maroc pouvait lui offrir. Déjà présente au Maroc dans les usines de montages comme celle de la Société Marocaine de Constructions Automobiles (Somaca), l'entreprise automobile a inauguré en 2012 une usine Renault à Tanger. En 2012, le constructeur français y a investi environ un milliard d'euros dans le but de faire sortir 170 000 véhicules dans la même année. A peine une année après le lancement de la production, l'usine a réussi à doubler sa production de véhicules en fabriquant plus de 100 000 voitures.

Pour convaincre Renault de choisir son territoire, le Maroc a su mettre en avant ses réglementations et les avantages que ces dernières ont à offrir à l'entreprise. En effet, Renault a profité de salaires imbattables de 250 euros net par mois (contre 450 euros en Roumanie) pour un opérateur "de base" et d'une exemption totale d'impôts sur les sociétés pendant 5 ans, puis d'un taux réduit pendant les vingt prochaines années. De plus, l'implantation de l'usine à Tanger a permis à l'entreprise de bénéficier de tous les avantages que peuvent lui offrir la zone franche.

Bouygues Immobilier

Bouygues Immobilier a pris la nationalité marocaine en s'installant au Maroc. Il s'agit du cinquième pays d'implantation de l'entreprise en dehors de la France et la première en dehors de l'Europe. En effet, le géant français de la promotion immobilière s'est implanté au Maroc sous le nom de Bouygues Immobilier Maroc. La première opération de l'entreprise s'est effectuée à Casablanca sur «Les Faubourgs d'Anfa» en partenariat avec Bouygues Bâtiment International ainsi que Bymaro, une filiale du groupe.

Bouygues Immobilier Maroc a donc réalisé au cœur même de Casablanca, au sein du futur Casa Anfa, un projet varié comprenant environ 400 logements répartis sur 10 bâtiments, des bureaux sur une surface de 14 000 m² et des commerces. Dans la construction, le groupe a mis en avant sa prise en compte des attentes des futures acheteurs. De plus, le groupe a largement communiqué sur les dispositifs techniques de construction innovateurs utilisés afin de garantir au mieux le confort des futurs acquéreurs, allant jusqu'à offrir une garantie de 10 ans sur chaque vente.

CONCLUSION

Le Maroc a connu depuis son indépendance des progrès non négligeables, que ce soit socialement ou économiquement. Sous l'effet de différentes réformes, le pays a pu s'ouvrir encore plus aux échanges internationaux.

Le pays s'est adapté à un modèle libéral ce qui lui a permis une ouverture extérieure forte, orientée particulièrement vers les pays occidentaux. Ces pays occidentaux ont trouvé dans le Maroc une stabilité politique et économique favorable à leurs implantations ainsi que des infrastructures modernisées et une main d'œuvre de qualité à bas coût. Les entreprises y ont également trouvé un espace ouvert à recevoir des IDE qui peut leur permettre de s'ouvrir sur les pays Africain.

Cependant, l'adoption d'une économie plus ouverte accroît les disparités déjà existantes entre les différentes régions du Maroc, et affaiblit donc encore plus socialement et économiquement les zones les plus reculés.

Notes

¹ Diplômée de Master II LEA, Relations interculturelles et coopération internationale – RICCI, Afrique et monde arabe, 2017/2018.

² totalmaroc.ma, 2017, « Total Maroc souffle ses 90 bougies », 04/05/2017, <http://www.total.ma/total-maroc/actualites/anniversaire-90-ans.html>, consulté le 13/01/2018.

³ Flanders Investment & Trade, 2015, *Le secteur de l'automobile au Maroc*, rapport de 015, https://www.flandersinvestmentandtrade.com/export/sites/trade/files/market_studies/685150910151411/685150910151411_2.pdf, consulté le 13/01/2018.